

**Iran - Etats-Unis - Israël - Entretien
de M. Jean-Yves Le Drian, ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, avec "RTL"**
(Paris, 09 mai 2018)

Q - Et merci beaucoup d'être dans ce studio ce matin, Jean-Yves Le Drian. Bonjour.

R - Bonjour.

Q - Aujourd'hui, dans ce studio, au lendemain de la décision de Donald Trump, qui a donc mis sa menace à exécution, les Etats-Unis quittent l'accord nucléaire de Vienne, qui empêchait Téhéran de se doter de la bombe. On va passer en revue, Monsieur le Ministre, tous les tenants et les aboutissants de cette décision, mais d'abord, mais est-ce que cet accord est mort ?

R - Non, cet accord n'est pas mort. Il y a eu une longue discussion pour aboutir à ce qu'on appelle l'accord de Vienne qui a abouti en juillet 2015, après un marathon diplomatique considérable mené à l'époque par Laurent Fabius pour la France. C'est un accord exigeant qui doit permettre, en échange de la prolifération et du non accès de l'Iran à l'arme atomique, un encouragement économique et la levée des sanctions à l'égard de l'Iran. Cela a été mis en oeuvre, puisque depuis 2015, les vérifications sur les engagements pris par l'Iran ont été assurées par l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au cours de dix visites.

Q - Il a dit le contraire hier, Donald Trump, dans sa diatribe

R - Elles existent. C'est l'AIEA qui le fait, et qui garantit les résultats et la conformité des engagements...

Q - Donc il a menti ? Sur ce sujet, il a menti ?

R - En tout cas, moi, je crois l'AIEA.

Q - Il a menti, sur ce sujet ? Sur ce sujet, il a proféré des contre-vérités hier, Donald Trump, en justifiant sa décision ?

R - Il y a une Agence internationale de l'énergie atomique qui est reconnue par tous et que je respecte ; qui rend régulièrement des comptes rendus et ses comptes rendus montrent que l'Iran respecte ses engagements. La gravité de la situation, c'est qu'il s'agit d'une rupture avec un

engagement international et la France regrette profondément cette décision.

Q - Et comme on dit depuis hier, les Etats-Unis ont déchiré cet accord, c'est un accord, il y avait plusieurs contractants, le plus important s'en va. Ça ne rend pas cet accord caduc ?

R - C'est un accord qui a été signé par plusieurs partenaires, membres du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne, plus l'Union européenne : la Chine, la Russie, la Grande-Bretagne, la France. Cet accord n'est pas caduc puisque l'Iran l'a aussi signé évidemment. Nous voulons le respecter, et hier soir, la chancelière, la Premier ministre britannique et le président Macron ont, dans un communiqué commun, manifesté leur volonté de rester dans l'accord, de le préserver coûte que coûte, parce que c'est un accord qui permet la sécurité dans la région. Avouez que cette région mérite autre chose qu'une nouvelle déstabilisation qui est provoquée par le retrait américain. Donc nous voulons rester dans cet accord, faire en sorte aussi que l'Iran y reste, que l'Iran fasse preuve de retenue, et demain...

Q - Quel est l'état d'esprit des Iraniens ? Vous, vous êtes allé en Iran, il y a peu de temps. Ce matin, quel est l'état d'esprit des Iraniens, et est-ce que, effectivement, vous avez des interlocuteurs en face de vous qui sont prêts à rester ou est-ce qu'ils disent : on va partir ?

R - Le président Macron aura le président Rohani dans l'après-midi au téléphone, il va lui faire part de notre volonté de rester dans l'accord, notre volonté aussi de faire en sorte que l'Iran respecte totalement les termes de l'accord, et de faire en sorte aussi que les intérêts économiques...

Q - Ça veut dire quoi, rester, ça veut dire quoi qu'ils respectent les termes, ils ne le font pas ?

R - Si, ils respectent aujourd'hui les termes de l'accord, l'AIEA le montre. Il faut que les Iraniens poursuivent cette détermination à rester dans l'accord, en échange d'avantages économiques que les Européens vont essayer de préserver.

Q - En échange d'avantages économiques, ça veut dire quoi ?

R - Eh bien, ça veut dire que lorsque l'accord a été signé en 2015, les sanctions qui avaient été établies antérieurement, lorsque l'Iran voulait se doter de l'arme atomique, ont été levées. A partir du moment où l'interdiction de l'accès à l'arme atomique de l'Iran a été validée, respectée et reconnue, alors les sanctions ont été levées, donc un certain nombre d'entreprises - y compris des entreprises françaises - pouvaient revenir en Iran, permettant à ce pays de retrouver un peu de croissance économique. Nous voulons garantir cela. Et c'est l'intérêt de l'Iran...

Q - Mais garantir cela, les Américains, non seulement, claquent la porte, mais ils veulent imposer aux autres signataires aussi de le faire, en tout cas, ils veulent interdire à leurs entreprises de faire des affaires en Iran

R - C'est là la gravité de la situation, il ne faudrait pas que cette déstabilisation qui est initiée par la position américaine aboutisse en Iran à des ruptures sur cet accord.

Q - Mais comment l'empêcher ?

R - C'est pourquoi nous souhaitons que l'Union européenne soit au rendez-vous. Nous-mêmes, nous allons être au rendez-vous pour éviter qu'il y ait cette déflagration qui risque d'arriver si, d'aventure, aucune mesure n'est prise. Donc nous sommes pour le maintien de l'accord, nous sommes aussi favorables à ce que l'on envisage, avec l'ensemble des parties, tous les autres problèmes qui existent, il y a d'autres problèmes à l'égard de l'Iran, nous ne sommes pas naïfs sur ce sujet-là...

Q - Est-ce que vous allez tenir...?

R - Mais, l'accord qui existe est un accord essentiel pour la sécurité de la région.

Q - On a expliqué tout à l'heure, dans le journal de 7h30, qu'il y avait des sanctions qui pesaient maintenant sur les entreprises américaines qui ont fait des gros investissements depuis 2015-2016, effectivement, c'est un marché de 80 millions de consommateurs qui s'est ouvert, il y a TOTAL, il y a AIRBUS, il y a des constructeurs français...

R - Ce sont des entreprises françaises...

Q - des milliards qui sont investis. Les Américains disent : vous avez trois à six mois pour en partir, trois à six mois pour en partir, sinon, on vous sanctionne ?

R - Sinon, ils prendront des mesures contre ces entreprises-là. Il faut que nous réunissions l'ensemble des entreprises - nous allons le faire dans les jours qui viennent - pour voir avec elles, mais aussi avec les autres acteurs européens, comment on peut seconder les interventions de ces entreprises en Iran, pour essayer, au maximum, de les préserver des mesures américaines. Parallèlement à cela, nous souhaitons aussi poursuivre les discussions. Dans le communiqué des trois chefs d'Etat et de gouvernement européens hier soir, et dans les déclarations du président Macron, il y a aussi la volonté de faire en sorte que les questions difficiles qui existaient, qui sont toujours sur la table, dans notre relation avec l'Iran - que ce soit le développement du balistique, que ce soit dans les tentations hégémoniques sur la région, que ce soit dans ce qui va se passer après 2025 - fassent l'objet de discussions. Nous sommes prêts à en rediscuter, nous sommes prêts à un accord-cadre général, qui intégrera l'accord de Vienne qui, aujourd'hui, permet d'éviter des risques de déstabilisation de la région. Parce que ce qui peut arriver demain, c'est la relance de la prolifération nucléaire. Et s'il y a une relance de la prolifération nucléaire, alors...

Q - Téhéran avait dit : si les Américains s'en vont, immédiatement, on reprend notre programme d'enrichissement d'uranium, vous le craignez... ?

R - Ce n'est pas le cas en ce moment, les premières déclarations du président Rohani ont été plutôt des déclarations de retenue. Il faut impérativement éviter cela, parce que s'il y a prolifération, s'il y a reprise de l'armement nucléaire en Iran, alors d'autres pays vont pouvoir envisager eux-mêmes de se doter de l'arme nucléaire, et alors, on est dans des risques majeurs pour notre propre sécurité.

Q - Alors, il y a plusieurs choses que vous avez dites, je voudrais y revenir. D'abord, vous allez rencontrer les entreprises françaises type TOTAL par exemple, PEUGEOT, RENAULT...

R - L'ensemble des acteurs, oui, et pas uniquement nous, mais aussi...

Q - Dans les jours qui viennent ?

R - Dans les jours qui viennent, et nous allons nous réunir...

Q - Pour savoir comment se comporter pendant ce délai de trois à six mois ?

R - Auparavant, nous allons nous réunir avec mes collègues britanniques et allemands lundi prochain, avec aussi les représentants de l'Iran...

Q - Lundi prochain ?

R - Lundi prochain, pour envisager l'ensemble de la situation, y compris comment on peut assurer la sécurité économique que nous avons déjà mise en oeuvre lors des dispositions qui ont suivi l'accord de Vienne.

Q - Alors deuxièmement, vous nous dites : on va élargir l'accord, maintenant, on va travailler à un nouvel accord, donc c'est : l'accord est mort, vive l'accord...

R - Non, l'accord n'est pas mort, excusez-moi, je vous le redis pour la deuxième fois...

Q - Oui, alors, l'accord n'est pas mort...

R - L'accord, il est là, l'accord, non seulement, il n'est pas mort, mais il a été validé par le Conseil de sécurité des Nations unies à l'unanimité... L'accord n'est pas mort, il doit se poursuivre...

Q - Alors, l'accord est mort tel qu'il avait été...

R - Non, non, non, il n'est pas mort du tout. Il y a un retrait américain de l'accord, mais l'accord existe.

Q - D'accord.

R - Il faut être très clair sur le sujet !

Q - Donc l'accord existe...

R - Et nous restons dans l'accord...

Q - Mais vous voulez l'élargir à la surveillance des missiles balistiques...

R - Mais, mais, nous sommes tout à fait conscients - le président de la République s'était prononcé sur ce sujet-là, lors de l'assemblée générale des Nations unies en septembre dernier et c'est aussi une préoccupation des Américains - qu'il y a d'autres sujets de discussion avec l'Iran, et nous sommes prêts à travailler à un nouvel accord élargi, un accord-cadre, qui intégrerait l'ensemble de ces dispositions, à condition que nous ayons évidemment des interlocuteurs, et nous sommes prêts à le dire aux Américains.

Q - Comment vous allez faire accepter aux Iraniens des efforts supplémentaires, ils veulent leur propre programme de défense, c'est une question pour eux de souveraineté, vous le savez, vous les connaissez, il y a une idéologie révolutionnaire aussi derrière, ils veulent avoir leur propre programme de défense, et vous leur dites : " eh bien, écoutez, les Américains partent, nous, les Européens, on reste, mais on va vous imposer des nouvelles contraintes, etc "...

R - Non, ce n'est pas comme ça que les choses vont se passer. La réalité, c'est qu'effectivement, les Iraniens sont en train de se doter d'une capacité balistique impressionnante, et il faut en parler ; la réalité, c'est que, après 2025, il y a encore des interrogations sur la non-prolifération, et le fait que l'Iran n'accède pas à l'arme nucléaire...

Q - 2025, c'était la date dans l'accord...

R - C'est la fin de l'accord. Et troisièmement, il y a les tentations hégémoniques que nous constatons de la part de l'Iran sur l'ensemble de la région qui aboutissent à des déstabilisations, il faut parler de tout cela. Mais parlons-en avec les Iraniens, mettons tout sur la table. Mais nous restons dans l'accord, parce que l'accord est une bonne chose pour la stabilisation de la région et pour notre sécurité.

Q - Ca renforce l'Europe, c'est une occasion de renforcer la cohésion européenne ?

R - Nous sommes unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France sur tous ces sujets-là. Nous en avons parlé hier soir au téléphone avec mes partenaires, nous allons nous revoir lundi, et le président de la République s'est entretenu avec ses homologues, nous sommes unis sur ce sujet-là, et nous pouvons être à l'initiative.

Q - Vous dites : l'accord n'est pas mort, il n'empêche que, par exemple, Emmanuel Macron avait fait de cet enjeu vraiment le point principal de sa visite aux Etats-Unis, vous étiez avec lui, donc c'est un échec quand même de cette diplomatie, de l'amitié qu'il a déployée, de façon assez spectaculaire, à Washington...

R - Le fait qu'il y ait des relations plutôt amicales entre le président Trump et le président Macron ne veut pas dire un accord politique. J'ai assisté à des discussions assez fortes sur tout cela...

Q - Non, ça veut dire qu'Emmanuel Macron n'influence en rien Donald Trump.

R - J'espère que ce n'est pas un échec pour la paix. En tout cas, Emmanuel Macron a proposé au président Trump une initiative politique qui est aujourd'hui toujours sur la table, qu'il n'a d'ailleurs pas rejetée dans ses propos d'hier soir. Il faut donc maintenant essayer de voir si on peut, au-delà de l'accord, mettre les acteurs autour de la table pour permettre d'avoir une perspective de stabilisation de la région qui aujourd'hui risque d'être vraiment en situation de confrontations prochaines si d'aventure des mesures ne sont pas prises.

Q - Donald Trump renforce considérablement le risque de guerre dans la région moyen-orientale et proche-orientale.

R - Oui, les risques de confrontations sont réels, c'est pourquoi il est souhaitable que les Iraniens soient dans la retenue, qu'ils prennent le temps de regarder ce qui se passe, qu'ils prennent le temps de parler avec les Européens, que nous prenions le temps de parler avec l'ensemble des acteurs.

Q - Vous allez les rencontrer quand ?

R - Nous allons rencontrer les Iraniens la semaine prochaine avec mes collègues allemands et britanniques.

Q - Lundi aussi ?

R - Lundi aussi.

Q - Lundi, donc à Bruxelles, sommet européen...

R - Lundi ou mardi...

Q - Et vous aurez un interlocuteur iranien...

R - Ce n'est pas un sommet européen, c'est une rencontre entre les ministres, et le président de la République va s'entretenir avec le président Rohani cet après-midi.

Q - Un an de diplomatie française avec Emmanuel Macron et vous, on parle des " 1 an " de Macron, d'Emmanuel Macron. Vous assistez, malgré vous, au dynamitage de ce multilatéralisme auquel vous tenez beaucoup avec le président par un seul homme, Trump, déstabilisateur de la planète.

R - La logique américaine est une logique isolationniste, une logique protectionniste, une logique unilatérale, nous la regrettons. Et nous regrettons que le respect de la parole donnée au niveau international ne soit pas pris en compte, en particulier par le retrait de cet accord qui a été en plus validé par le Conseil de sécurité. Mais nous restons, nous, très déterminés à développer le multilatéralisme, parce que la sécurité du monde et la bonne marche du monde ne peuvent se faire que dans le multilatéralisme, dans le fait qu'il y a une communauté internationale qui doit parler ensemble, pour pouvoir avancer au niveau de la sécurité, mais aussi au niveau économique.

Q - Vous craignez la réaction israélienne ?

R - C'est possible, mais pour l'instant...

Q - C'est-à-dire ?

R - Eh bien, j'ai observé que les Israéliens avaient pris position de manière très déterminée pour la posture adoptée par le président Trump. Il faut aussi que les Israéliens soient dans la retenue./.